

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 858^e
SÉANCE**



Lundi 3 décembre 1962,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 34 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun concernant la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies.</i>	415
<i>Point 35 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun concernant le rôle de l'ONU dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays sous-développés (fin).</i>	415
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .</i>	416

*Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).*

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN CONCERNANT LA CREATION D'UN INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES (A/C.2/L.662 ET CORR.1 ET 2 ET ADD.1 à 5)

1. Mme WRIGHT (Danemark), présentant le projet de résolution (A/C.2/L.662 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 5) au nom de ses 15 auteurs, souligne les rapports étroits qui existent entre le développement économique et social, d'une part, et la paix et la sécurité, d'autre part. Rappelant la résolution 906 (XXXIV) du Conseil économique et social, elle dit que la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies constituerait un précieux apport à la Décennie des Nations Unies pour le développement. Cet institut formerait du personnel pour les tâches diplomatiques et les activités de développement et servirait de centre de recherche et d'analyse des Nations Unies. D'éminents ressortissants des Etats Membres pourraient être associés à cet institut et participer à

des missions spéciales. L'ONU et les institutions apparentées élargissent leurs activités dans le domaine du développement économique et social et confient des responsabilités toujours plus grandes aux représentants résidents. L'Organisation est appelée à accroître ses responsabilités non seulement dans le domaine technique, mais également dans le domaine diplomatique. Il importe donc d'assurer la formation de fonctionnaires d'Etats Membres en voie de développement afin qu'ils puissent participer de plus en plus aux activités diplomatiques et de développement de l'Organisation.

2. Il est difficile d'atteindre l'objectif d'une plus large répartition géographique des postes du Secrétariat et d'une plus grande participation aux programmes d'assistance technique parce qu'il n'y a pas suffisamment de candidats possédant les compétences requises qui puissent être libérés de leur tâche importante dans les pays en voie de développement. Il existe donc des besoins considérables dans le domaine de l'enseignement supérieur, et notamment de la formation en matière d'administration publique, de spécialistes des questions budgétaires et des questions commerciales, et de la formation des cadres. Les moyens de formation offerts par l'Organisation des Nations Unies ne seraient assortis d'aucune condition politique et il devrait être possible d'attirer des capitaux provenant de sources nouvelles en vue d'assurer le financement de l'institut proposé.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.658/Rev.1 et Add.1, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN CONCERNANT LE ROLE DE L'ONU DANS LA FORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE NATIONAL EN VUE DE L'INDUSTRIALISATION ACCELEREE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES (A/C.2/L.658/REV.1 ET ADD.1) [fin]

3. M. SMID (Tchécoslovaquie) indique que, dans le troisième alinéa du préambule du projet de résolution (A/C.2/L.658/Rev.1 et Add.1), les mots "plans d'Etat" doivent être remplacés par les mots "plans nationaux". Dans le paragraphe 1 de la version anglaise les mots "with regard to assisting the developing countries" doivent être remplacés par les mots "with regard to assistance to the developing countries". Dans le même paragraphe, il faut ajouter les mots "et des institutions apparentées" après les mots "l'ONU".

4. M. SMÍD souligne qu'à l'alinéa a du paragraphe 2 les auteurs du projet de résolution révisé ont utilisé le mot "évaluation" au lieu du mot "analyse" qui figurait dans le texte initial. Dans la version anglaise de cet alinéa, il convient de supprimer la virgule après le mot "possible", les mots "autant que possible" se rapportant aux plans de développement; en effet, les pays en voie de développement n'ont pas tous des plans de développement. Les auteurs du projet ont décidé de modifier la formule "en personnel technique intermédiaire et supérieur" figurant dans cet alinéa en ajoutant les mots "de niveau" après les mots "personnel technique".

5. M. AYARI (Tunisie) dit que les réserves de sa délégation au sujet de l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif ne portaient pas sur la question de savoir si les pays possèdent des plans de développement, mais sur les difficultés que comporte l'évaluation technique de leurs besoins. Sa délégation votera toutefois pour le projet de résolution révisé.

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.658/Rev.1 et Add.1), avec les amendements oraux indiqués, est adopté.

6. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution en se fondant sur l'hypothèse que le rapport que préparera le Secrétaire général tiendra compte des tâches pertinentes déjà accomplies par des organismes qui ne sont pas rattachés aux Nations Unies, telles que l'étude des moyens techniques existant en Asie du Sud et du Sud-Est qui est effectuée sous les auspices du plan de Colombo.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite]

7. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit que les différentes manières d'aborder la question examinée procèdent essentiellement des différentes conceptions de l'emploi des capitaux privés. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis font un échange considérable de capitaux, pour la plupart d'origine privée. Les investisseurs possibles doivent comparer les conditions régissant les investissements nouveaux avec les conditions qui existent ailleurs. L'attitude du Royaume-Uni à l'égard de cette question obéit à deux considérations: d'une part, la nécessité de créer des conditions favorables à l'investissement et, d'autre part, la nécessité de favoriser le développement économique des pays en voie de développement. Le nouveau texte révisé des amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis (A/C.2/L.686/Rev.3) représente un compromis soigneusement équilibré destiné à répondre aux objections formulées par diverses délégations, et notamment par la délégation algérienne.

8. Les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni ne peuvent appuyer les amendements contenus dans les documents A/C.2/L.696 et A/C.2/L.698, dont les auteurs désirent rétablir la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources natu-

relles, car elles estiment, comme le représentant des Philippines, que le rétablissement de cette commission pourrait être examiné séparément. Les sous-amendements du Liban et de la Syrie (A/C.2/L.697) ont pour objet de supprimer toute allusion à des accords conclus entre des gouvernements et des entreprises privées. Cette méthode serait justifiable si le projet de résolution à l'étude ne faisait qu'énoncer des principes généraux. Mais le projet de résolution présenté par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/C.2/L.654) porte sur l'application pratique de principes, et les amendements révisés des Etats-Unis et du Royaume-Uni s'alignent sur les objectifs de la Commission et sur la résolution 1314 (XIII) de l'Assemblée générale. Les mots "les accords librement conclus par des Etats souverains" comprennent les accords conclus entre Etats souverains, mais non exclusivement. Le deuxième amendement contenu dans le document A/C.2/L.686/Rev.3 est destiné à donner satisfaction aux auteurs du sous-amendement contenu dans le document A/C.2/L.699.

9. M. SOUSSAN (Maroc) annonce qu'étant donné les modifications apportées au deuxième amendement des deux puissances les auteurs du sous-amendement (A/C.2/L.699) retirent leur texte.

10. M. VEJAJIVA (Thaïlande) dit que le projet de résolution à l'examen est l'expression des principes importants du droit de souveraineté et des intérêts des investisseurs. Il représente également un compromis équilibré entre des points de vue divergents. Tout amendement visant à insister exagérément sur les intérêts unilatéraux des investisseurs privés, et à ignorer les intérêts vitaux des pays en voie de développement dans le processus de leur développement économique, détruirait l'objet même du projet de résolution. Les pays en voie de développement ont besoin de capitaux publics et privés et les investisseurs ont besoin de garanties pour leurs investissements. La nécessité d'encourager la libre circulation des capitaux pour le développement est une nécessité réciproque et les avantages à retirer de ce courant sont également réciproques. La Thaïlande a offert des avantages destinés à encourager les investissements étrangers et a pris des mesures visant à sauvegarder les capitaux investis, qui pourront être rapatriés. Le sous-amendement contenu dans le document A/C.2/L.699, qui a été retiré, avait pour objet de rétablir l'équilibre du projet initial (A/C.2/L.654) et reflétait la position du Gouvernement thaïlandais concernant l'un des aspects de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

11. U MAUNG MAUNG (Birmanie) dit que sa délégation votera pour le premier des amendements révisés des deux puissances, mais préférerait que les mots "les droits et" soient insérés avant les mots "les biens" dans le quatrième alinéa nouveau du préambule qui est proposé. La délégation birmane ne pourra appuyer les deux autres amendements, à moins que les sous-amendements du Liban et de la Syrie n'y soient incorporés.

12. M. HAKIM (Liban) dit que les deuxième et troisième amendements contenus dans le document A/C.2/L.686/Rev.3 ne satisfont pas encore les délégations du Liban et de la Syrie. Elles maintiennent donc leurs sous-amendements. La question réellement contestée est que les contrats passés entre des Etats souverains et des sociétés privées ne devraient pas être soumis à une juridiction internationale. Si

les affaires des sociétés nationales sont régies par la législation nationale, on ne conçoit pas pourquoi des sociétés étrangères auraient le privilège de recourir à une législation internationale. Le texte révisé des amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis ne met pas suffisamment en relief les droits souverains des Etats et demeure donc inacceptable.

13. M. AYARI (Tunisie) dit qu'il serait possible de résoudre la difficulté en rédigeant comme suit la dernière phrase du paragraphe 4 du projet: "Toutefois, sur accord des Etats souverains ou entre des Etats souverains, le différend devrait être soumis à un arbitrage ou à un règlement judiciaire international." De plus, le sous-amendement de la Syrie (A/C.2/L.698) pourrait être plus acceptable si l'on remplaçait les mots "la Commission ainsi rétablie" par les mots "le Secrétaire général".

14. M. NYLANDER (Ghana) dit que sa délégation est toujours d'avis que le problème complexe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ne se prête pas au cadre d'un projet de résolution. Il ne peut notamment appuyer les amendements de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), car la Commission rétablie n'a guère plus de chances de parvenir à un accord que l'ancienne Commission.

15. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) dit que si les sous-amendements du Liban et de la Syrie (A/C.2/L.697) sont adoptés, il devra voter contre l'ensemble du projet de résolution. Exclure la possibilité d'un recours à un règlement judiciaire international après avoir épuisé les voies de recours nationales est illogique et peut difficilement encourager les investissements privés étrangers ou la coopération internationale. La suggestion faite par le représentant de la Tunisie semble toutefois offrir une solution. M. Finger propose que la dernière phrase du paragraphe 4 du projet soit rédigée comme suit: "Toutefois, sur accord des Etats souverains et autres parties intéressées, le différend devrait être soumis à l'arbitrage ou à un règlement judiciaire international." Le texte à ajouter au début du paragraphe 8 du projet serait conçu comme suit: "Les accords relatifs aux investissements étrangers et à l'assistance technique librement conclus par ou entre des Etats souverains..." Les deuxième et troisième amendements contenus dans le document A/C.2/L.686/Rev.3 devraient être modifiés dans ce sens.

La séance est suspendue à 17 h 5; elle est reprise à 17 h 45.

16. M. HAKIM (Liban) dit que les délégations libanaise et syrienne désirent toujours maintenir leurs sous-amendements (A/C.2/L.697). Mais, étant donné les changements apportés par le représentant des Etats-Unis aux deuxième et troisième amendements contenus dans le document A/C.2/L.686/Rev.3, ces sous-amendements doivent être rédigés autrement. Le premier sous-amendement consiste donc à remplacer les mots "des Etats souverains et autres parties intéressées" par les mots "entre Etats souverains", et le deuxième sous-amendement à supprimer les mots "par ou".

17. U MAUNG MAUNG (Birmanie) fait savoir que les amendements proposés dans le document A/C.2/L.696 sont encore valables, sauf en ce qui concerne le troisième. Le quatrième amendement doit être modifié de façon à reprendre les termes du sous-amendement de la Syrie (A/C.2/L.698).

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il désire modifier l'amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) au paragraphe 1 du projet de résolution. Ce paragraphe devrait se lire comme suit:

"Le droit de souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt de leur développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé."

19. En réponse à une question de M. SCHWEITZER (Chili), M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation maintient le mot "indépendant" dans son amendement au paragraphe 6 du projet de résolution.

20. M. WODAJO (Ethiopie), appuyé par M. DELGADO (Sénégal) et M. GOLSALA (Tchad), considère que les accords relatifs à l'assistance technique, contrairement aux accords relatifs aux investissements étrangers, ne se fondent pas sur les droits et les obligations des Etats, mais sur le fait qu'il est souhaitable d'encourager la coopération internationale. Il demande par conséquent que l'on vote séparément sur les mots "accords relatifs à l'assistance technique" figurant dans le troisième amendement des deux puissances (A/C.2/L.686/Rev.3).

21. M. UNWIN (Royaume-Uni), parlant au nom des auteurs, supprime les mots "et à l'assistance technique" dans cet amendement.

22. M. CARANICAS (Grèce) propose que les mots "et effective", que le représentant de la République centrafricaine avait proposé d'inclure, soient ajoutés après le mot "adéquate" dans la deuxième phrase du paragraphe 4 du projet de résolution.

23. Le PRESIDENT fait observer que l'amendement grec ne pourra pas être pris en considération, le délai pour la présentation d'amendements étant expiré.

24. M. Mamadou TRAORE (Mali) indique que sa délégation considère le projet de résolution comme pleinement satisfaisant; bien que ce projet soit un texte de compromis, et, partant, vague à certains égards, il est complet et bien équilibré. L'introduction de modifications de détail ne ferait que rompre cet équilibre. La délégation malienne, qui, pour cette raison, aurait préféré que le projet de résolution soit adopté sans amendement, votera néanmoins pour le premier amendement proposé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, bien qu'elle considère que le texte original de cet amendement était plus clair et plus modéré; quant au deuxième amendement, il n'est pas satisfaisant. La délégation malienne votera pour un grand nombre des amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) et pour les amendements soumis par la Birmanie et le Soudan (A/C.2/L.696) et par la Syrie (A/C.2/L.698), bien qu'elle doute qu'une commission de 18 membres puisse obtenir de meilleurs résultats.

25. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation, bien qu'elle ait consenti à supprimer le mot "indépendant" de son amendement au paragraphe 1 du projet pour se conformer aux vues d'autres membres, considère que la notion d'indépendance est implicite dans le projet de résolution et est nécessairement sous-entendue par les mots "développement national".

26. En ce qui concerne les amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis (A/C.2/L.686/Rev.3), sa délégation aurait été en mesure de voter pour la première

version de la première partie du premier amendement tel qu'il avait été initialement soumis par le représentant de l'Algérie (A/C.2/L.691), mais, tel qu'il a été remanié et accepté, cet amendement est maintenant méconnaissable. La délégation de l'Union soviétique votera contre la deuxième partie de cet amendement et contre les deuxième et troisième amendements, parce qu'ils se fondent sur le désir de placer les Etats souverains et les sociétés privées sur le même plan, ce qui serait empiéter sur les droits des Etats souverains.

27. La délégation de l'Union soviétique a proposé ses amendements dans un esprit totalement désintéressé, parce qu'il lui semble qu'il est nécessaire de réaffirmer les droits souverains des pays qui se sont récemment libérés de l'exploitation étrangère de leurs ressources naturelles. L'adoption des amendements soviétiques serait dans l'intérêt du développement économique et du bien-être de la population de ces pays, et constituerait une amélioration du projet de résolution, qui deviendrait dès lors un instrument international de haute importance.

28. M. YAKER (Algérie) dit que, bien que sa délégation ait fait des concessions importantes pour ce qui est de la première partie du premier amendement contenu dans le document A/C.2/L.686/Rev.3, elle a sauvegardé les droits des anciennes colonies en matière d'indemnisation. Pris dans son contexte, cet amendement est acceptable pour la délégation algérienne, étant donné qu'il laisse aux Etats le soin de décider de la légitimité des droits acquis, et de l'octroi ainsi que du montant des indemnités.

29. M. USHIBA (Japon) dit que sa délégation n'a pas pris part à la discussion parce qu'elle partage les doutes des représentants de la France et du Ghana en ce qui concerne l'opportunité d'adopter une résolution quelconque au sujet de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Si, toutefois, l'Assemblée générale décide d'adopter un projet de résolution, celui-ci devrait être formulé en termes généraux et souples, et ne pas chercher à entrer dans les détails.

30. La délégation japonaise ne pourra pas voter pour les amendements de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), parce qu'elle doute qu'il soit opportun pour le moment de reconstituer la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Les amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670), tout en contenant plusieurs idées intéressantes, ont tendance à compromettre le délicat équilibre auquel on est parvenu dans le projet initial, de sorte que la délégation japonaise n'est pas en mesure de les appuyer dans leur ensemble. Toutefois, elle votera pour les amendements contenus dans les documents A/C.2/L.686/Rev.3, A/C.2/L.690 et A/C.2/L.700, car ils rendent plus clair le projet initial. D'un autre côté, la délégation japonaise ne peut pas appuyer les sous-amendements du Liban et de la Syrie (A/C.2/L.697), car ils modifieraient la conception fondamentale du projet original.

31. En votant pour le projet de résolution avec les amendements mentionnés plus haut, la délégation japonaise interprète le texte comme suit: la référence au paragraphe 5 de la résolution 1515 (XV) de l'Assemblée générale au deuxième alinéa du préambule doit être comprise dans le contexte de ce paragraphe, c'est-à-dire en tenant compte des mots "conformément aux droits et devoirs des Etats en droit inter-

national". Bien qu'elle ne soit pas persuadée que l'expression "souveraineté permanente" figurant au paragraphe 1 du projet soit bien celle qui convient, étant donné les controverses auxquelles avait donné lieu le paragraphe 1 de la résolution 1314 (XIII) de l'Assemblée générale lors de l'adoption de ce texte, la délégation japonaise ne s'opposera pas à l'inclusion de ce paragraphe, car elle considère le projet comme une simple déclaration énonçant certains principes généraux et ne créant aucun droit ni obligation de caractère statutaire. Le paragraphe 4 du projet est d'une très grande portée pour la coopération internationale dans le domaine de l'aide sous forme d'investissements. Il importe que le projet de résolution crée des conditions favorables à la coopération internationale et au mouvement des capitaux. Le Japon, qui est un pays importateur et exportateur de capitaux, offre un traitement équitable aux capitaux étrangers, et espère que les autres pays feront de même. L'application détaillée des principes généraux concernant l'exercice de la souveraineté sur les richesses et les ressources naturelles contenus dans le projet de résolution fera l'objet de négociations et d'accords. M. Ushiba espère que la résolution qui sera adoptée sera interprétée avec bon sens et bonne volonté.

32. Le PRESIDENT met aux voix le premier des amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

Par 57 voix contre 15, avec 15 abstentions, l'amendement est adopté.

33. Le PRESIDENT met aux voix le premier des amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis (A/C.2/L.686/Rev.3). A la demande du représentant de la Bulgarie, il est procédé à un vote séparé sur les mots "paragraphe 4 de" dans la première partie de cet amendement.

Par 39 voix contre 18, avec 34 abstentions, les mots "paragraphe 4 de" sont adoptés.

Par 85 voix contre une, avec 6 abstentions, le premier alinéa du premier amendement est adopté.

Par 63 voix contre 12, avec 16 abstentions, le deuxième alinéa du premier amendement est adopté.

34. Le PRESIDENT met aux voix le premier des amendements de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696).

A la demande du représentant de la Birmanie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Ceylan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Cuba, Tchécoslovaquie, Hongrie, Indonésie, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Tanganyika, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Votent contre: Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Finlande, Haïti, Islande, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada.

S'abstiennent: Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Chypre, Ethiopie, Fédération de Malaisie, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Inde, Iran, Israël, Côte-d'Ivoire, Laos, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Bolivie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine.

Par 28 voix contre 26, avec 39 abstentions, l'amendement est adopté.

35. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670), tel qu'il se trouve modifié du fait de l'adoption de l'amendement de la Birmanie et du Soudan.

Par 40 voix contre 28, avec 23 abstentions, l'amendement, ainsi modifié, est adopté.

36. Le PRESIDENT met aux voix le troisième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

A la demande du représentant de l'Union soviétique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Mongolie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Mongolie, Panama, Pologne, Roumanie, Syrie, Tanganyika, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Jordanie, Laos, Liban, Libye, Mali, Mauritanie.

Votent contre: Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Chine, Danemark, France, Italie, Japon, Mexique.

S'abstiennent: Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suède, Thaïlande, Trinité et Tobago, Turquie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Argentine, Autriche, Bolivie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Chypre, République Dominicaine, Equateur, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Inde, Iran, Irlande, Israël, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Libéria, Madagascar.

Par 37 voix contre 12, avec 45 abstentions, l'amendement est adopté.

37. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième amendement de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696).

A la demande du représentant de la Birmanie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Paraguay, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bolivie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Fédération

de Malaisie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Côte-d'Ivoire, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan.

Vote contre: France.

S'abstiennent: Pérou, Sénégal, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Inde, Iran, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama.

Par 47 voix contre une, avec 44 abstentions, l'amendement est adopté.

38. Le PRESIDENT met aux voix le quatrième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) tel qu'il a été modifié oralement par son auteur.

Par 87 voix contre une, avec 3 abstentions, l'amendement soviétique est adopté.

39. Le PRESIDENT met aux voix le cinquième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

Par 55 voix contre 15, avec 21 abstentions, l'amendement est rejeté.

40. Le PRESIDENT met aux voix le premier alinéa du sixième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

A la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Turquie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Laos, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Pologne, Roumanie, Soudan, Tanganyika, Togo, Tunisie.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, France, Grèce, Islande, Inde, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Suède.

S'abstiennent: Turquie, Haute-Volta, Bolivie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Costa Rica, Chypre, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Guatemala, Haïti, Iran, Israël, Côte-d'Ivoire, Jordanie, Liban, Libéria, Madagascar, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Syrie, Thaïlande, Trinité et Tobago.

Par 30 voix contre 30, avec 33 abstentions, l'alinéa est considéré comme rejeté.

41. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième alinéa du sixième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

Par 39 voix contre 28, avec 21 abstentions, l'alinéa est rejeté.

42. Le PRESIDENT met aux voix le premier des sous-amendements du Liban et de la Syrie (A/C.2/L.697), tel qu'il a été modifié oralement par ses auteurs.

A la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Tunisie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Algérie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Jordanie, Laos, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Tanganyika.

Votent contre: Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Chypre, Danemark, République Dominicaine, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Islande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Madagascar, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Philippines, Suède, Thaïlande, Trinité et Tobago.

S'abstiennent: Tunisie, Ouganda, Venezuela, Argentine, Bolivie, Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Costa Rica, Equateur, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Iran, Côte-d'Ivoire, Libéria, Mexique, Maroc, Népal, Nigéria, Pérou, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Par 38 voix contre 30, avec 24 abstentions, le sous-amendement est rejeté.

43. M. AGOLLI (Albanie) déclare que, s'il avait été présent lors du vote, sa délégation aurait voté pour le sous-amendement.

44. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième amendement des Etats-Unis et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.3), tel qu'il a été modifié oralement par ses auteurs.

Par 52 voix contre 28, avec 13 abstentions, l'amendement, ainsi modifié, est adopté.

45. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de la Mauritanie (A/C.2/L.690).

Par 76 voix contre zéro, avec 11 abstentions, l'amendement est adopté.

46. Le PRESIDENT met aux voix le septième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

A la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Togo, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bolivie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun,

République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Côte-d'Ivoire, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Nigéria, Panama, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Tanganyika.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Equateur, Fédération de Malaisie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Suède.

S'abstiennent: Trinité et Tobago, Turquie, Ceylan, Costa Rica, Chypre, Ethiopie, Finlande, Ghana, Inde, Iran, Laos, Libéria, Madagascar, Népal, Pakistan, Thaïlande.

Par 43 voix contre 32, avec 16 abstentions, l'amendement est adopté.

47. Le PRESIDENT met aux voix le premier alinéa du huitième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

Par 62 voix contre 4, avec 21 abstentions, l'alinéa est adopté.

48. Le PRESIDENT met aux voix le mot "indépendant" au deuxième alinéa du huitième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670), le représentant du Chili ayant demandé un vote séparé sur ce mot.

Par 34 voix contre 31, avec 24 abstentions, le mot "indépendant" est adopté.

49. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième alinéa du huitième amendement de l'Union soviétique (A/C.2/L.670).

Par 46 voix contre 24, avec 19 abstentions, l'alinéa est adopté.

50. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième sous-amendement du Liban et de la Syrie (A/C.2/L.697), tel qu'il a été modifié oralement par ses auteurs.

A la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Sénégal, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Soudan, Syrie, Tanganyika, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Laos, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite.

Votent contre: Sénégal, Sierra Leone, Suède, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Chypre, Danemark, Equateur, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Islande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Madagascar, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Philippines.

S'abstiennent: Tunisie, Venezuela, Bolivie, Costa Rica, Ghana, Guatemala, Iran, Libéria, Mexique, Népal, Pérou.

Par 47 voix contre 33, avec 11 abstentions, le sous-amendement est rejeté.

51. Le PRESIDENT met aux voix le troisième amendement des Etats-Unis et du Royaume-Uni (A/C.2/L.686/Rev.3), tel qu'il a été modifié oralement par ses auteurs.

Par 53 voix contre 22, avec 15 abstentions, l'amendement, ainsi modifié, est adopté.

52. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Argentine et du Pérou (A/C.2/L.700).

Par 47 voix contre 2, avec 37 abstentions, l'amendement est adopté.

53. Le PRESIDENT met aux voix les mots "et en particulier la teneur des paragraphes 3 et 4 ci-dessus" figurant au deuxième alinéa du quatrième amendement de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), tel qu'il a été modifié par ses auteurs quand ils ont accepté le sous-amendement de la Syrie (A/C.2/L.698), les représentants de l'Afghanistan et des Philippines ayant demandé un vote séparé sur ces mots.

Par 30 voix contre 20, avec 37 abstentions, ces mots sont rejetés.

54. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole sur une question de procédure, signale que l'on n'a pas fait connaître à la Commission les incidences financières de la décision qui est proposée au deuxième alinéa du quatrième amendement de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), tel qu'il a été modifié par ses auteurs.

55. M. MALINOWSKI (Secrétaire de la Commission) dit que le Secrétaire général est arrivé à la conclusion que les crédits prévus permettraient de couvrir les frais qu'occasionnerait le rétablissement de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

56. Le PRESIDENT met aux voix le quatrième amendement de la Birmanie et du Soudan (A/C.2/L.696), tel qu'il a été modifié.

A la demande du représentant de la Birmanie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Nigéria, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Algérie, Bolivie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cuba, Tchécoslovaquie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Liban, Libye, Mali, Mongolie, Maroc.

Votent contre: Norvège, Panama, Pérou, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Equateur, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Irlande, Italie, Japon, Madagascar, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

S'abstiennent: Nigéria, Pakistan, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Trinité et Tobago, Tunisie, Haute-Volta, Argentine, Brésil, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Congo (Brazzaville), Costa Rica, Chypre, Ethiopie, Ghana, Inde, Iran, Israël, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Laos, Libéria, Mauritanie, Mexique, Népal.

Par 31 voix contre 30, avec 28 abstentions, l'amendement est rejeté.

57. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 4 du projet de résolution (A/C.2/L.654), tel qu'il a été modifié, les représentants de la Mauritanie et de la Bulgarie ayant demandé qu'on procède à un vote séparé sur ce paragraphe.

Par 52 voix contre 18, avec 17 abstentions, le paragraphe est adopté.

58. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.654), tel qu'il a été modifié.

Par 60 voix contre 5, avec 22 abstentions, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

La séance est levée à 22 heures.